HAL
open science

Stephen V Ward, Planning the Twentieth Century City : the advanced capitalist world, Chichester, John Wiley and Sons, Ltd, 2002, 470 p.

Éric Verdeil

To cite this version:

Éric Verdeil. Stephen V Ward, Planning the Twentieth Century City : the advanced capitalist world, Chichester, John Wiley and Sons, Ltd, 2002, 470 p.. 2006. halshs-00080165

HAL Id: halshs-00080165

https://shs.hal.science/halshs-00080165v1

Preprint submitted on 14 Jun 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Stephen V Ward, *Planning the Twentieth Century City : the advanced capitalist world*, Chichester, John Wiley and Sons, Ltd, 2002, 470 p.[1]

Stephen Ward livre avec *Planning the Twentieth Century City* une importante synthèse qui couvre l'Europe de l'Ouest et du Nord, l'Amérique du Nord, le Japon et l'Australie. Cette seule ambition géographique fait de ce livre une référence incontournable. Si plusieurs ouvrages se sont attachés à une histoire européenne de l'urbanisme (Suttcliffe, Calabi, Albers), la seule référence globale est l'*Encyclopedia of Urban Planning*, sous la direction de A. Whittick, publiée en 1980. Or, l'histoire de l'urbanisme est un champ qui a connu de nombreux développements depuis lors ; en outre, un travail individuel permet de proposer des lignes directrices plus cohérentes.

L'ouvrage peut donc se lire à deux niveaux. Il consiste d'abord en un manuel sur l'histoire de l'urbanisme qui rend accessible une information difficile à localiser sur nombre de pays. Cinq grandes périodes sont successivement exposées. Le premier chapitre traite des antécédents de l'urbanisme aux XIXème siècle, notamment Haussmann, Cerdà et un certain nombre d'expériences allemandes et britanniques. Le chapitre suivant se concentre sur la naissance de « l'urbanisme moderne », au début du XXème siècle, en dépassant le contexte européen grâce à un éclairage sur les Etats-Unis et des aperçus sur les autres régions. Par la suite, chaque période est étudiée à travers deux chapitres, selon une division géographique fixe : ce que l'auteur nomme les « traditions principales » (Royaume-Uni, Allemagne, France, Etats-Unis), puis les « autres traditions ». Le premier moment correspond à la première guerre mondiale, la reconstruction et la grande dépression. Le second comprend la reconstruction d'après la deuxième guerre mondiale et la modernisation, le troisième « le zénith de la modernisation », enfin le dernier ensemble s'intitule « mondialisation, compétitivité et durabilité ». Ce panorama exceptionnel est aisément exploitable grâce à une structure claire en paragraphes de 15 à 20 lignes bénéficiant d'intertitres qui identifient un grand urbaniste, un mouvement, un programme d'aménagement ou une ville marquante pour la période et le pays considéré. L'usage butineur est d'autant plus facile que l'ouvrage fournit les indispensables outils de travail et de repérage : index des noms et les lieux de 25 p., bibliographie de 36 p. comprenant un nombre non négligeable de références en français et allemand, mais pratiquement aucune en italien, espagnol ou autre langue européenne ; s'ajoute à cela une liste de 42 sites internet cités dans le texte, dont la plupart semblent encore actifs. Exception ou scorie : le site officiel de Marseille (www.marseilles.com dans l'ouvrage est un site commercial qui devrait être remplacé par www.marseille.fr). L'ouvrage est largement illustré, en noir et blanc, de plans et de nombreuses photos de l'auteur, très bienvenues.

On pourra regretter certaines lacunes : l'Italie, le Portugal, la Suisse, l'Autriche ou la Grèce. Cela sans parler de l'Europe centrale et orientale, écartée en raison de la spécificité du monde communiste, qui ne concerne pourtant qu'une partie de la période couverte. Il faut bien poser des limites, et ce choix prend toute sa pertinence à la lumière de la principale ligne directrice de l'ouvrage, qui se veut une réflexion sur la diffusion des idées et des pratiques de l'urbanisme. Or, selon l'auteur, le rideau de fer a strictement cloisonné les deux parties de l'Europe. Quant au projet titanesque d'une histoire synthétique de l'urbanisme pour le monde en développement, dans son passé colonial comme dans ses années d'indépendance, il demeure probablement pour longtemps une utopie, même si certains travaux tentent, à partir

[1] une version écourtée de ce compte-rendu est publiée dans *Histoire urbaine*, 2006, n°15.

d'angles choisis, de s'y atteler[2]. On reste encore pour cela dans l'âge de la monographie nationale.

La structure du livre, en particulier le compartimentage géographique, se justifie dans l'optique de faciliter l'usage de l'ouvrage et parce que l'histoire de l'urbanisme ne se comprend qu'à la lueur des chronologies politiques nationales. Pourtant, S. Ward propose un questionnement qui permet de recouper ces histoires nationales et de les lire de manière transversale, à travers le thème de la circulation et de la diffusion, en s'appuyant notamment sur les travaux et les congrès qu'a organisés ou encouragés depuis une dizaine d'années l'International Planning History Society (http://www.planninghistory.org).
Ce choix thématique s'inscrit dans une approche de l'urbanisme qui entend se faufiler entre l'histoire par les structures économiques ou de domination et celle des grands hommes de la discipline. L'étude des milieux réformistes et techniques paraît une voie plus modeste et plus pertinente pour concilier ces différents registres. Le propos est unifié par une série de développements qui tentent, à propos des principales expériences et courants nationaux, de rendre compte de leurs liens avec d'autres expériences et courants issus d'autres pays. La plupart des notices nationales se concluent par un paragraphe tentant d'apprécier le rayonnement international de l'urbanisme ou des urbanistes de ces pays. Typique de cette approche est la présentation de l'urbanisme suédois au lendemain de la seconde guerre mondiale. Le pays attirait l'attention des urbanistes anglo-saxons dès avant la guerre, notamment en raison des pratiques sociales démocrates. Même s'il n'y avait pas là de reconstructions à étudier, puisque la Suède avait été épargnée par les destructions, la continuité et le caractère novateur des expériences d'urbanisme continuait de susciter l'intérêt des observateurs. En un sens, la Suède leur offrait en miroir leurs propres idées, en raison de la bonne connaissance qu'en avaient les urbanistes suédois. Il semble d'ailleurs que c'est via la Suède que les services secrets allemands prirent connaissance des plans de reconstruction des villes britanniques. Le développement de la ville nouvelle de Vällingby, à partir de 1949, parut exemplaire aux observateurs, notamment par la qualité de ses réalisations. En revanche, le célèbre plan d'aménagement de Stokholm en doigt de gants, publié en 1952, et largement commenté par les mêmes visiteurs étrangers, avait été largement rejeté par le conseil municipal dès 1947 (pp. 201-206).

D'autres notations sont éclairantes, par exemple lorsque l'auteur évoque la migration des urbanistes allemands chassés par le nazisme, comme facteur de diffusion des idées urbanistiques allemandes. Ainsi Martin Wagner, président de l'office du logement social à Berlin, qui travaillait en liaison avec les architectes Walter Gropius, Bruno Taut, Hans Scharoun ou Mies van der Rohe, fut démis de ses fonctions en 1933. Il émigra alors en Turquie, alors que Gropius tenta dans un premier temps de continuer son travail sous les nazis, avant de partir d'abord pour la Grande Bretagne, puis en 1937, pour les Etats-Unis. C'est lui qui fit y venir Wagner en 1938 (p.88).

Dans sa conclusion, S. Ward revient sur la double question de l'innovation et de la diffusion dans l'urbanisme, en proposant une typologie qui rend compte de leurs modalités d'articulation et de leurs facteurs. Elle intègre d'une part les mécanismes globaux de domination politique, économique et culturelle (notamment linguistique, comme le souligne l'exemple suédois mentionné ci-dessus) et d'autre part l'histoire des réseaux et des milieux locaux de l'urbanisme. Les deux principales modalités de la diffusion des idées et des

[2] Goerg Odile, Huetz de Lemps Xavier, « La ville européenne outre-mer », Livre 5, in *Histoire de l'Europe urbaine* sous dir. de J.L. Pinol, vol. 2, pp.279-551 ; Nasr Joe, Volait Mercedes (eds.), 2003, *Urbanism : Imported or Exported ? Foreign Plans and Locals Aspirations*, Chichester, Wiley Academics, 415 p..

pratiques sont l'emprunt et l'imposition. L'emprunt synthétique consiste dans le réassemblage d'idées d'origines diverses en fonction des conditions locales. Il suppose l'existence de milieux locaux fortement structurés, en lien étroit avec l'ensemble du milieu international. L'exemple type est celui de la Garden City, modèle traduit, filtré et reformulé différemment selon les pays. L'emprunt sélectif, souvent marqué par un esprit de déférence, caractériserait selon Ward de petites nations. Le moindre degré d'innovation y est lié à la forte ouverture internationale, mais avec des milieux locaux moins structurés. L'emprunt direct (*undiluted*) est typique des situations du Canada, de l'Australie ou du Japon dans la première moitié du XXème siècle. Dans un contexte où il n'existe guère de milieux locaux de l'urbanisme, l'importation non-critique des modèles et des pratiques (à partir du Royaume-Uni et des Etats-Unis) passe par l'intervention directe, aux postes de responsabilités, d'urbanistes étrangers venus de ces pays. Ward note cependant la progressive construction de « traditions locales » (on pourrait parler aussi de référentiels locaux).

Par opposition aux emprunts (ou importation) d'idées et de pratiques, l'imposition s'effectue dans un contexte de relations politiques ou économiques déséquilibrées. Autrement dit, le contrôle de la diffusion qui reste la prérogative du pays récepteur dans le cas de l'emprunt, passe dans le cas de l'imposition dans celles de celui qui domine. Cette situation est loin d'être répandue pour les pays occidentaux, et concerne davantage les situations coloniales. Les seuls cas d'impositions autoritaires concerne les situations de conquêtes ou d'annexion (par exemple, en zone française d'occupation en Allemagne selon Ward). Dans tous les cas, même les plus autoritaires, il existe une marge de manœuvre pour les locaux, qui peuvent négocier et infléchir les politiques mises en œuvre. L'auteur évoque une dernière situation : l'imposition consensuelle, à propos des politiques urbaines européennes ou encore à propos des prescriptions environnementales adoptées à Rio en 1992.

L'intérêt de cette grille de lecture est sa transposabilité à d'autres contextes urbains, notamment dans les pays en développement, mais aussi, sans doute, dans le contexte colonial voire dans des relations entre pouvoirs centraux et villes périphériques sous nos latitudes. Le livre récent de Nasr et Volait[3] s'inscrit par exemple directement dans ce questionnement, qu'il approfondit et dont il nuance certaines conclusions.

A travers le doublon emprunt/imposition, et grâce à la mise en avant des milieux techniques et réformistes comme acteurs majeurs de cette histoire de l'urbanisme, la démarche proposée évite certaines impasses souvent associées à la notion trop vague d'influence. Ici, les itinéraires individuels, les stratégies collectives, les rapports de force rendent plus clairs l'adoption d'une idée et les nuances et reformulations que lui impriment différents acteurs clairement identifiés et situés dans le processus de diffusion.

Stimulant sans doute, ce livre suscite cependant quelques réserves et insatisfactions. D'une certaine manière, il reste au milieu du gué entre l'essai de synthèse problématisé autour de la thématique innovation/diffusion et le genre du manuel encyclopédique. En particulier, si l'on adhère totalement à l'étude des milieux de l'urbanisme, ce qu'en propose Ward ne va assez loin. On attendrait des développements bien plus nourris sur les caractéristiques sociales et professionnelles des techniciens et politiciens réformateurs, sur les formations, sur les lieux d'échange, revues, congrès, expositions. Par exemple, Ward souligne le rôle des congrès et expositions internationales dans la structuration de la profession dans la première partie du XXème. Dans la suite, à travers quelques notations et exemples, notamment celui de

[3] Nasr et Volait, op.cit.. Dans cet ouvrage majoritairement consacré aux pays du sud, la contribution de J. Nasr étudie le cas de la reconstruction des villes françaises.

Barcelone et plus ponctuellement d'Athènes, il évoque le rôle des Jeux Olympiques et des Expositions universelles comme moments et lieux essentiels de médiatisation et de marketing urbains. Sur ce thème, on aurait souhaité davantage qu'un paragraphe de synthèse. La question des formations, et de la montée d'un enseignement universitaire professionnel spécifique à l'urbanisme, et donc l'apparition de la figure du *planner* se distinguant de celle l'architecte et de l'ingénieur, appelait aussi, à notre sens, des développements plus significatifs. Quel rôle les associations internationales ont-elles joué dans cette transformation ? Quelle est l'histoire et le rôle de l'association internationale des urbanistes (AIU ou ISOCARP), qui n'est pas répertoriée par l'index ? Autant leur rôle a été souvent souligné jusqu'aux années cinquante, par exemple dans les travaux de Saunier[4], autant, par la suite, les choses restent plus floues.

Cette critique renvoie à une autre réserve. Si Ward peut s'appuyer, sur les périodes plus anciennes, sur un vaste ensemble de travaux, il manque de recul pour étudier la période plus récente, en particulier depuis 1980. Ses sources sont alors essentiellement « primaires » (revues professionnelles, brochures d'opérations, visites de terrain, sites web) ou des articles de géographes et d'urbanistes (Ward est lui-même géographe). L'exercice est donc plus délicat. D'autant plus que l'on entre alors dans une période de contestation idéologique de l'urbanisme en tant que discipline aux pratiques clairement circonscrites. En réponse à ces critiques, de nouvelles idées et de nouvelles pratiques apparaissent. Ward souligne ces renouvellements. Il montre en particulier la part que les écologistes tiennent dans la reformulation des paradigmes de l'intervention urbaine. D'autres aspects sont pourtant négligés, par exemple le développement des programmes de réhabilitation urbaine dans les centres anciens, qui restent dans l'ombre des opérations plus massives et plus spectaculaires de redéveloppement (*browfields*, *waterfronts*). Particulièrement dans cette dernière période, peut être en raison du manque de recul et du foisonnement des modes opératoires, et parce qu'il devient plus délicat de distinguer urbanisme et urbanisation, Ward semble se raccrocher à une conception étroite de l'urbanisme opérationnel, défini par son caractère spectaculaire, une définition en quelque sorte héroïque de l'urbanisme qui laisse en marge d'autres dispositifs de gestion urbaine. Il accorde ainsi une large place à l'urbanisme des hypermarchés et à l'émergence des quartiers fermés, typiques de l'intervention accrue des promoteurs et des acteurs privés. Mais justement, à coller au *design*, il semble minorer la réorientation des pratiques professionnelles vers la négociation, la concertation, la médiation, qui ne concernent pas seulement les partenariats publics-privés. Pourtant, un auteur comme Gilles Verpraet a éprouvé le besoin, pour rendre intelligible les transformations de l'urbanisme français en contexte de décentralisation, de se tourner vers les pratiques et les cultures professionnelles américaines[5]. En l'occurrence, cet exemple souligne d'ailleurs autant l'intérêt d'un décentrement de regard pour construire un nouveau paradigme interprétatif qu'il n'illustre, à proprement parler, une diffusion des pratiques. Pour aller encore plus loin, l'attachement à une définition de l'urbanisme comme *physical planning* ou *design* conduit Ward à laisser dans l'ombre les déterminants de l'urbanisme en tant que politique publique. C'est la conséquence de son choix de départ de ne pas s'embarrasser d'une histoire des structures. Au risque, nous semble-t-il, de perdre de vue ou de minorer les déterminants économiques et sociaux de ces

[4] Saunier Pierre-Yves, 2001, « Sketches from the Urban Internationale. Voluntary societies, international organizations and US Foundations at the city's bedside 1900-1960 », *International Journal of Urban and Regional Research*, n°25-2, pp.380-403.

[5] Verpraet Gilles, 2005, *Les professionnels de l'urbanisme. Socio-histoire des systèmes professionnels de l'urbanisme*, Paris, Economica-Anthropos, 226 p. (Collection Villes) et Verpraet Gilles, 1989, « Les théories américaines de l'aménagement urbain. La question des professions », *Annales de la recherche urbaine*, n°44-45, pp.15-25.

politiques : mutation du capitalisme fordiste, accentuation des écarts sociaux, rôle politique accru des villes[6].

En dépit de ces éléments de débat, la synthèse de Ward est un ouvrage excellent et essentiel, utile pour les historiens de la ville et de l'urbanisme comme pour les géographes et chercheurs des départements d'urbanisme. En outre, il représente pour les enseignants et étudiants de ces disciplines un manuel très agréable et pratique, grâce à son caractère global.

Eric Verdeil, Environnement Ville Société, CNRS, Lyon
eric.verdeil@normalesup.org

[6] Le Galès Patrick, 2003, *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Science Po, 454 p.